

# GRAND DEBAT NATIONAL

## SYNTHÈSE

### TRÉVOUX LE 14 FÉVRIER 2019

#### Thème : la fiscalité et les dépenses publique

##### *La fiscalité*

- Donner un caractère obligatoire aux recommandations de la Cour des Comptes contenues dans leur rapport annuel
- Rétablir l'ISF
- Taxation des GAFA (Google, Amazon ...)
- Déséquilibre de la fiscalité entre les impôts et les taxes ainsi qu'entre celles sur les revenus du capital et les revenus du travail : à rééquilibrer
- Favoriser l'intéressement des salariés dans les PME
- Limiter l'évasion fiscale liée aux traités européens
- TVA réduite pour tous les produits de la vie courante : alimentation à 5.5% et pourquoi les produits de la vie courante ne sont pas tous à 5.5% (savon, lessive, papier wc, hygiène)
- La TVA est un impôt injuste : proposition d'une TVA sur les produits de luxe et abolir la TVA sur l'alimentation
- Les entreprises avec beaucoup de dividendes : la moitié devrait être redistribuée aux salariés
- Encadrer la finance
- Les dividendes sont trop élevés par rapport à la redistribution aux salariés. Revoir la répartition par tiers des bénéfices entre les dividendes, les salariés et les investissements
- Faire en sorte que la réduction de la CSG pour les retraités ne tienne pas compte des revenus du foyer fiscal
- Le peuple devrait voter les indemnités des élus
- Instauration d'une taxe sur les animaux de compagnie sur les chiens et chats => gain IMd€ (100 € /an par chien et 30 €/an par chat)

##### *Les dépenses publiques*

- Réduire le nombre de députés, de secrétaires d'état et de hauts fonctionnaires de l'état
- Réduire le nombre de députés d'un tiers et limiter le nombre de sénateurs à 200, voire de supprimer le Sénat
- Limiter la durée du mandat des députés de façon à assurer un renouvellement plus fréquent
- Réévaluer les retraites en fonction de l'inflation
- Mettre les pensions de retraite au niveau du SMIC
- Réduire les taxes sur les mutuelles pour les retraités
- Supprimer les avantages accordés aux anciens Présidents de la République et anciens ministres
- Venir en aide aux parents d'enfants handicapés qui doivent supporter les coûts importants des soins en milieu libéral lorsqu'ils sont éloignés d'un hôpital
- Augmenter le nombre de fonctionnaires des impôts afin de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale et limiter par loi les phénomènes d'optimisation fiscale
- Revoir le traitement des personnels de santé en proie à des difficultés
- Les hauts fonctionnaires sont trop payés